

Olivier VOIROL
(Université de Lausanne)

Apparition d'une cause politique « globale » et critique de la « mondialisation ». L'Action Mondiale des Peuples (AMP)

« Que tu te soies trouvé dans les rues de Seattle ce jour où il fallait affronter les balles en caoutchouc, à suivre les centaines de pagodes convergeant vers le barrage de Narmada en Inde, à marcher avec des syndicalistes à Manille, dans une Londres mise en cage par les opérations policières, à ridiculiser le marché des changes à Buenos Aires ou encore à occuper un McDonalds à Milan... une chose était claire pour tout un chacun : en cette fin de 20ème siècle, la résistance était devenue aussi transnationale que le capital ».

« The acceleration history of PGA », Bulletin de l'AMP, n°5, février 2000.

« Si tu viens seulement pour m'aider, tu peux rentrer à la maison. Mais si tu considères ma lutte comme partie prenante de ta lutte pour la survie, alors nous pouvons peut-être travailler ensemble ».

Femme indigène et zapatiste, Chiapas, 1996.

Introduction

Des rues de Seattle enfumées par les gaz lacrymogènes aux rives du lac Léman, du sud du Brésil à la jungle du Chiapas dans le sud-est du Mexique, de Prague aux plaines du Karnataka, il semble aujourd'hui aller de soi que des femmes et des hommes agissent ensemble dans le cadre d'un mouvement œuvrant au niveau global. Les rencontres des différentes instances, organisation, institutions internationales, etc., qui ont pour prétention de mener à bien la « gouvernance globale » sont désormais accompagnées de mouvements d'opposition souvent forts et déterminés. Qu'il s'agisse des rencontres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), des Etats du G8, du Fond Monétaire International (FMI) ou encore d'autres types de rencontres plus informelles comme le Forum Economique Mondial (WEF) de Davos, les multiples composantes d'un réseau diversifié d'acteurs sont désormais au rendez-vous, contestant les prétentions de ces instances à gouverner la marche du monde.

L'existence d'une action collective globale est entrée dans l'ordre de l'évidence, le « mouvement global » - ou, selon les dénominations, « anti-mondialisation », « altermondialisation », « global » ou au contraire « no global », ou encore le « mouvement des mouvements » (tous ces termes n'étant évidemment pas « neutres » au sein de l'espace de positionnements que représente l'action collective) - est devenu une entité sémantique et pratique relativement stable. A cette entité est associé un ensemble de formes « typiques », comme des modes d'action, des formats de critiques, des causes, des modalités de prise de parole, etc., lesquels, à la rigueur, permettent de repérer d'emblée ce « mouvement » et de le distinguer d'autres types de mouvements. La disponibilité d'une telle entité sémantique permet de saisir une action singulière et spatialement située comme partie prenante d'un réseau d'actions portées par des mobiles communs. Des faits ou des actes en Inde, au Brésil, au Mexique, aux Etats-Unis, en Suisse, etc., sont vus comme articulés les uns aux autres et perçus comme les produits d'une même action collective. Les mêmes actes, qui quelques années auparavant eussent été perçus - ou inaperçus - comme des manifestations singulières déconnectées les unes des autres, sont désormais reliés par une signification commune. La question se pose dès lors de savoir comment s'est opéré ce processus d'unification symbolique dans l'apparition et la constitution d'une cause politique « globale ». Il y a là, pour les sciences sociales, une sorte de « boîte noire » qui reste à décortiquer.

L'existence de cette unité de sens partagée semble être l'aboutissement d'un long processus, qui a mobilisé des réseaux d'acteurs et qui est le fruit d'une multitude d'opérations touchant à la fois au sens de ce qui se fait et aux différentes formes de constitution d'un collectif capable d'agir de manière concertée. Ces activités de mise en forme et de constitution d'une cause sont le produit d'une multiplicité d'acteurs qui sont parties prenantes de l'action. Mais elles impliquent également un nombre considérable d'observateurs du processus en cours, qui le décrivent, le commentent, l'interprètent et lui confèrent une signification publique. Ainsi, journalistes, commentateurs, personnages politiques, représentants des forces de l'ordre, intellectuels, participent par leur parole à la construction de « ce qu'est le mouvement » et à la confection d'une identité publique plus ou moins homogène. On assiste alors au déploiement d'une multiplicité de mises en récit, de versions, d'interprétations divergentes sur ses raisons d'être ou sur ses « origines », à l'attribution des « mérites » de l'action, à des prises de positions antagonistes sur ses modes d'intervention, ses revendications, ses orientations politiques, ses perspectives d'action, ses modalités de gestion de l'agir ensemble. Elles peuvent donner forme, dans certains cas, à l'apparition de nouvelles esthétiques expressives voire même à de nouveaux genres littéraires (par exemple, Naomi Klein, *No Logo* ou encore Paul Kingsnorth, *One No, many Yeses*, etc.). En outre, on assiste à l'apparition de conflits d'ordre théorique apparaissent autour de la définition des enjeux soulevés, la qualification de l'action collective, dans lesquels les sciences sociales et politiques, la philosophie, etc., sont directement mobilisées (cf. par exemple, le débat sur les qualificatifs : « multitudes », « société civile mondiale », « Peuples », « classe ouvrière internationale », etc.) Les sciences politiques et sociales ne sont, en effet, pas en reste car elles participent, certes du point de vue spécifique de leurs modalités de construction des connaissances, à la constitution d'une entité symbolique, à l'interprétation ou l'explication de « ce qui se passe », à la mise en valeur de « moments forts » ou d'« actions majeures », etc. A partir de leur posture de discours, elles prennent donc part au processus de constitution du phénomène de l'action collective (et ce colloque sur l'« alter-mondialisation » n'est pas en reste d'ailleurs).

Un tel constat n'est pas sans implications méthodologiques puisqu'il suggère d'éviter la reprise sans autre d'une version plutôt que d'une autre en ajoutant à sa posture une caution scientifique. Il incite, bien plutôt, à se pencher sur le processus par lequel des versions ou des définitions se sont imposées comme légitimes et structurantes dans un mouvement large, c'est-à-dire à rendre compte de la logique même de la confrontation des points de vue. La perspective adoptée ici ne prétend pas se situer en position d'extériorité par rapport au processus en cours mais entend restituer discursivement, du point de vue de ses acteurs et de leurs activités, certains processus de constitution du phénomène de l'action collective « globale » et des caractéristiques qui lui sont associées. En se penchant sur la mise en place des réseaux militants et leurs formes de coordination, elle cherche à mettre en évidence comment s'est peu à peu construite une critique de l'ordre capitaliste global et comment à vu le jour une action de revendication visant à le dénoncer publiquement et à le transformer.

L'*Action Mondiale des Peuples*, un réseau de mouvements populaires présent sur les cinq continents, est à ce titre particulièrement intéressant car, en tant que tel, il concentre beaucoup d'enjeux et de questions. Constitué en 1996, une période clé dans l'étude de la genèse du mouvement, il a participé à la constitution de la cause « globale ». Cette période correspond au moment d'apparition de nouvelles formes de coordination entre des acteurs situés sur les cinq continents et qui voit l'émergence de catégories d'identification de « problèmes » et l'élaboration de schèmes interprétatifs relativement nouveaux. De nombreux acteurs ont contribué à ce processus, ponctué

par de nombreuses mobilisations. L'*Action mondiale des peuples*, semble avoir joué un rôle particulièrement novateur en impulsant des schèmes d'interprétation, un registre d'interprétation, d'actions et de revendications qui ont permis la constitution d'une cause globale et qui sera à l'œuvre dans les mouvements agissant au niveau mondial dans les années qui suivirent, et dont nous sommes encore tributaires à l'heure actuelle. Comment un tel réseau a-t-il été possible ? Comment s'est constituée sa cause politique « globale »?

Cadrage et constitution des causes

L'existence publiquement reconnue d'une action collective est l'aboutissement temporaire d'un processus, souvent long et complexe, de constitution d'une cause, d'identification de « problèmes », de formulations de revendications. L'analyse de ce processus de constitution implique de se pencher sur les opérations, les mises en lien, qui ont été déployées et ont contribué à l'émergence du phénomène de l'action collective et de sa stabilisation sous des formes sémantiques compréhensibles et communément identifiables. Pour ce faire, j'aimerais commencer par dégager plusieurs phases dans ce processus, qui me paraissent constituer des étapes nécessaires - mais pas forcément successives - dans le processus de constitution des causes et de formation de l'action collective.

Négation

Le processus de constitution d'une cause politique prend sa source dans une expérience négative vécue par les acteurs individuels et collectifs. En effet, si l'on considère que l'appartenance à une collectivité d'action et de signification doit s'accompagner de modes d'approbation ou de confirmation des activités déployées, force est de constater que l'existence collective s'accompagne, sans doute inséparablement, de formes d'infirmité de leur validité et de rejets plus ou moins manifestes. L'existence quotidienne des individus ou des collectifs suppose des formes variées de reconnaissance et de confirmation de la validité de ce qu'ils font mais s'accompagnent aussi de leur forme inversée, de leur négation (Honneth, 2000). La négation est une expérience faite par les acteurs à un moment ou à un autre du déroulement de leur existence et, en ce sens, apparaît comme une expérience ordinaire qui se produit dans des configurations sociales multiples. Elle renvoie au moment où un rapport premier et évident au monde acquiert une forme problématique, c'est-à-dire qu'il nie une réalité instituée. La négation est avant tout pratique car elle vient avant l'articulation langagière et précède toute mise en intelligibilité - elle présente même un caractère rétif à la mise en intelligibilité. Dans ce sens, elle possède un caractère énigmatique car elle touche davantage au domaine pré-langagier des émotions que d'un ordonnancement sensé dans le langage. L'intégration de l'expérience de la négation nous encourage à reconsidérer, à l'instar de James Jasper, la part des émotions dans l'analyse de l'action collective. Jasper propose en effet d'accorder un place accrue aux émotions car elles sont selon lui des « éléments cognitifs et normatifs de la culture (qui) fournissent le motif, le canal et la tonalité de l'action collective et (...) contribuent à la définition des situations, des événements et des actions » (Jasper, 2001:140). Il convient donc d'accorder toute son attention aux émotions, comme émergences précédant l'articulation langagière et dont la teneur se constitue par des processus d'identification contribuant à les « percevoir comme ».

L'expérience de la négation renvoie à l'émergence subite du sentiment de révolte, de rage, de douleur, d'une sensation floue de l'humiliation qui va de pair avec une

rupture avec une forme « normale » et routinière de relation à l'environnement social. Dans ce sens, elle correspond à un refus pratique devant un ordre des choses, un refus de l'assujettissement aux modalités imposées du monde « tel qu'il est », un refus de l'accepter dans sa forme phénoménale et de s'y ajuster de manière passive (Adorno, 1978). Elle est du coup une négation de « ce qui est » et l'émergence d'une potentialité que « ce qui pourrait être » allant de pair avec l'ouverture d'une situation problématique. Mais l'expérience de la négation n'aboutit à rien d'autre qu'à une émergence singulière et éphémère si elle n'est pas identifiée et travaillée symboliquement pour la rendre intelligible et la constituer en entité sémantique repérable et partageable. L'expérience de la négation est, de fait, dans la pratique courante, étouffée ou réprimée et ne fait pas l'objet d'une thématization. Les mécanismes d'imposition de l'ordre routinier des choses, les pressions à la conformité au monde « tel qu'il est » et la prégnance de schémas idéologiques tendent en effet à empêcher le repérage et la thématization publique des expériences de la négation. Par contre, lorsque l'expérience de la négation est saisie et identifiée, elle se trouve déjà dans l'univers de l'intelligible et peut potentiellement devenir un thème de discussion, pour peu que des acteurs individuels et collectifs en « travaillent » la signification au sein d'un univers de pratiques et de communication.

Identification

Le processus d'identification permet de voir une expérience comme négative, de reconnaître une émotion diffuse qui, à la limite, aurait pu passer inaperçue ou ne pas être thématized comme une expérience relevant de l'offense, de l'humiliation, de l'affront, de la souffrance ou encore de l'injustice. L'expérience vécue est repérée comme problématique ou comme enfreignant les règles de ce qui est considéré comme « normal » ou devrait être ainsi. L'identification suppose un ensemble d'opérations faisant intervenir la transformation d'une émotion passagère en entité sémantique susceptible d'être décrite. On retrouve ce que Goffman, dans sa théorie des cadres, concevait comme de l'ordre des opérations de cadrage (Goffman, 1991), qui sont des opérations d'identification de « ce qui se passe », de définition de situations, de repérage des émergences singulières comme relevant d'un certain type et permettant la perception d'une expérience négative singulière en format discursif surpassant le seul contexte de la situation pour entrer dans l'univers de l'échange communicationnel. « Cadrer une situation, fait remarquer Daniel Cefaï, c'est pour l'acteur lui reconnaître un air de famille avec d'autres situations déjà rencontrées, et activer des attentes d'arrière-plan qui orientent son attention perceptive, pratique et discursive sur certains thèmes. Les opérations de cadrage schématisent des constellations de données en y mettant en saillance des thèmes qui captent l'attention. Cette focalisation de l'attention est indissociable du déploiement de cadres de pertinence interprétative et pragmatique. (...) Les cadres ne se réduisent cependant pas à des procédés discursifs, mais renvoient également à des mondes incarnés de typifications concrètes, de raisonnements pratiques, de classifications pré-logiques et d'inférences anté-prédicatives. Les acteurs maîtrisent des *répertoires de routines pratiques et de savoirs typiques* qui leur permettent de reconnaître des situations et de s'y orienter » (Cefaï & Trom, 2001).

Le processus d'identification des situations ou des expériences ne s'opère donc pas « à partir de rien » et n'évolue pas non plus dans un horizon sémantique exempt de contraintes. Il emprunte à des répertoires d'identification et à des catégories disponibles dans un horizon d'intelligibilité ou à des « cadres primaires », pour parler comme Goffman. Les cadres primaires font partie du savoir ordinaire et se composent de l'ensemble des attentes apprises à propos des situations auxquelles nous faisons face quotidiennement, imposant une forme d'articulation des différentes émergences entre elles. Tout type d'identification d'une expérience ou d'une situation et son

cadrage dans un univers de sens n'est pas possible à n'importe quel moment et dans n'importe quelle condition car des limites structurent l'ordre du sens. L'identification d'une émergence ou d'une expérience est limitée par des contraintes de disponibilité des schèmes de perception qui rendent possible de « voir » des occurrences comme relevant d'un type connu (Trom 2001). La disponibilité préalable des catégories et des schèmes et leur activation dans des situations est un prérequis pour les opérations de perception et de mise en visibilité de situations problématiques ou d'expériences négatives.

L'aptitude à identifier des situations suppose un ensemble de compétences pratiques et symboliques mais aussi la capacité de mobiliser un cadre de pertinence par lequel certaines situations ou certains faits seront perçus comme négatifs ou comme problématiques, ce qui suppose implicitement l'adoption de normes de perception de situations « anormales ». Le cadre d'identification s'inscrit par conséquent dans un univers sémantique ancré dans un ensemble de normes et qui s'appuie sur une forme de vie impliquant une définition, même implicite, du juste et de l'injustice. Seule une appartenance à un monde moral permet de nourrir un ensemble de règles permettant de percevoir des expériences négatives, d'identifier un acte comme de l'ordre de l'offense, de repérer le sentiment de mépris, de savoir ce qu'est une blessure. L'absence d'un tel arrière-plan de repères moraux nous rendrait incapables d'indignation, de colère ou de révolte et donc d'identifier des situations ou des expériences, que ce soit les nôtres ou celles d'autrui, comme étant anormales, problématiques, injustes. C'est sur cette capacité d'identification de situations ou d'expériences de la vie courante que prennent naissance les révoltes et l'action collective; mais c'est aussi, à l'inverse, l'incapacité de voir des expériences négatives comme anormales et injustes et à chercher à y remédier par une action concertée qui permet de parler de « banalisation de l'injustice », ou « banalisation du mal » pour reprendre les termes forts d'Hannah Arendt.

L'identification d'expériences de la négation active des schèmes préexistants, sans lesquels elles n'accéderaient pas au statut d'expériences intelligibles, mais elle peut également produire des déplacements dans les cadres, menant à des reformulations, et aboutir à la création de catégories de perception susceptibles de repérer des situations qui passaient autrefois inaperçues et qui peuvent désormais être saisies comme problématiques. En d'autres termes, si les opérations de repérage d'un ensemble de faits s'appuient sur des catégories disponibles, la constitution progressive d'une expérience négative en discours politique peut contribuer à une réévaluation ou une décatégorisation des entités existantes. L'identification d'une situation dans un cadre de signification donné n'est pas une opération définitive car elle peut être soumise à des déplacements et faire l'objet d'une « remodelisation de cadre » comme dit Goffman. Le déplacement se produit lorsque qu'une situation a été identifiée d'une certaine manière et que des évidences empiriques obligent à la redéfinition des schèmes d'interprétation préalables à la situation, ce qui mène à l'institution de nouvelles catégories de perception. Éléments relativement stables, les cadres sont donc également soumis à des transformations par des opérations de « fabrication » ou de remodelisation.

Interprétation

Les opérations d'identification et de cadrage qui font percevoir une situation comme problématique n'acquiescent une stabilité sémantique que si elles s'inscrivent dans un système d'interprétation où s'emboîtent les causalités, où les faits identifiés s'entrecroisent avec d'autres et prennent ainsi une signification qui surpasse leur émergence singulière. Interpréter une expérience négative revient à reconstituer les conditions de son existence, à dégager une causalité qui rend compte de sa

présence, éventuellement à faire la généalogie de son origine et reconstituer les étapes ayant mené à son apparition. La mise en avant d'une causalité suppose de repérer des processus qui sont vus comme posant problème : d'exercice illégitime du pouvoir, de domination, de distribution inégale des biens, d'injustice, de blessure faite à une personne, etc. Les causes peuvent être attribuées tant à des personnes qu'à des groupes de personnes qui peuvent alors être considérés comme responsables d'une situation donnée et se trouver ainsi projetés sous les feux de la critique. Interpréter, c'est aussi parvenir à repérer des raisons ou des motifs ayant guidé une série d'actes menant à la situation problématique. L'élaboration de schémas interprétatifs permet de répondre à des questions suggérées par l'existence d'un problème: quoi?, pourquoi?, qui?, avec qui?, depuis quand?, etc. (Cefaï, 1996). La cible de la critique ne s'incarne pas forcément dans des personnes car elle vise souvent des institutions, dont le fonctionnement produit de manière directe des situations négatives (cf. par exemple, la criminalisation de certains groupes sociaux ou de certaines activités par le système juridique). Dans d'autres cas, ce sont des *processus* qui sont identifiés comme posant problème, sans que les acteurs qui les mettent en œuvre ne soient pour autant pris pour cibles (par exemple « le capitalisme », la « mondialisation » et pas « les capitalistes » ou « les mondialisateurs »). L'interprétation suppose également, au préalable, une identification des acteurs sociaux qui subissent la situation présente. À l'instar des responsables, les « victimes » ne sont pas forcément des groupes sociaux constitués ou des individus mais peuvent également être des processus sociaux, des formes de vie, des institutions, vus comme menacés par les « problèmes » sur lesquels l'attention se porte. Dans le cas des « victimes » représentant des groupes sociaux constitués, les acteurs qui subissent les processus en cours ne se recoupent pas nécessairement avec les membres des groupes actifs participant directement à la mobilisation collective. Les mouvements sociaux se constituent souvent en porte-parole, reconnus comme tels ou non, de groupes sociaux qui peuvent rester dans un état de passivité, ce qui n'empêche nullement qu'ils puissent les représenter efficacement et que ces derniers puissent reconnaître une légitimité à cet acte de délégation.

Une des dimensions centrales du processus d'interprétation est la mise en récit. La mise en récit implique des procédés de mise en intrigue s'appuyant sur des ensembles conceptuels donnant des réponses, partielles ou non, à des questions comme qui?, quoi?, pourquoi?, comment?, avec qui?, contre qui?, quand?, où?, etc. (Ricoeur, 1983). Cela revient à identifier une situation en élaborant des commentaires, en invoquant des motifs, en mettant à disposition une gamme de réponses possibles aux questions qui émergent devant une situation problématique. La mobilisation de motifs emprunte à un répertoire disponible qui est le produit d'une histoire, qui rend possible l'association de certaines occurrences à une causalité, prenant ainsi place dans un vocabulaire relativement typique. « Donner des raisons satisfaisantes de l'action dépend d'un langage socialement et historiquement constitué, de sorte que la liberté de proposer un sens est toujours déjà bornée par ce langage et suppose la maîtrise de ses règles » (Trom, 2001:114). C'est dire que le processus d'interprétation n'est pas exempt de contraintes et qu'il reste relativement enfermé dans des registres disponibles de formulation des causes. Ainsi, nous disposons de « grammaires » qui inspirent des modes de formulation et des repérages de causalités plausibles au sein d'un espace social spécifique et à un moment historique donné. Ce sont les attentes d'arrière-plan propres à un univers de pratique et de langage qui confèrent aux interprétations invoquées un caractère acceptable. Tous les schémas interprétatifs qui permettent de faire le point sur une situation donnée et d'en saisir les ressorts ne sont donc pas recevables, ni immédiatement auprès des participants à l'action ni auprès des audiences plus larges. Ils doivent, d'une certaine manière, être perçus comme valides, s'inscrire dans une expérience vécue ou du moins y trouver un écho, ou encore être

connus pour aboutir à une manière partagée de remettre en cause, par la critique, une situation négative. L'écho d'un système d'interprétation n'est pas pour autant « universel » ; il peut toucher des univers sociaux larges comme il peut ne s'adresser qu'à des groupes restreints. La formulation publique des causes peut également trouver un écho dans des audiences inédites et parvenir à arracher à la passivité des groupes sociaux jusque là inactifs. Mais, quoi qu'il en soit, on peut considérer qu'un système d'interprétation assigne une place et définit implicitement un public « membre » de l'action en cours, un public « potentiel » susceptible d'entrer dans l'action, ainsi qu'un public « observateur » considéré comme inactif, sans pour autant qu'il soit dépourvu de toute réceptivité à l'égard des schèmes interprétatifs développés par les « actifs ».

Une fois un système d'interprétation relativement stabilisé, les acteurs en mobilisent les diverses articulations sémantiques pour donner sens à « ce qui se passe », pour saisir des situations nouvelles et les faire entrer dans un réseau explicatif permettant de repérer des causes, des responsabilités, des origines, des acteurs qui les subissent, etc. Il rend possible une mise en récit structurée déployant une critique d'un certain ordre social, offrant des justifications à l'engagement dans une action collective, permettant d'exposer les raisons d'être d'une pratique de résistance contre une réalité présente, etc. Mais le développement d'un système d'interprétation est un long processus qui s'opère avec le déploiement de l'action collective, impliquant des pratiques de communication entre des participants qui échangent leurs points de vue, confrontent leurs versions, proposent de nouveaux « faits », etc. Comme il est le produit d'une pratique qui se déploie et se redéploie en permanence, il ne peut être considéré comme définitivement stabilisé et établi, mais comme soumis à des reformulations, à des occurrences pratiques qui tendent à interroger les catégories établies et inciter à des déplacements d'identification et des reformulations interprétatives.

Revendication

Une fois pris acte d'une expérience de la négation par un processus de cadrage et d'identification, une fois que les acteurs disposent des schèmes d'interprétation pour rendre compte de « ce qui se passe » et restituer un ensemble de causalités qui ont mené à la situation problématique, ils peuvent prétendre agir sur la situation et tenter de rassembler les moyens pour la transformer. La constitution de la revendication suppose en premier lieu que les processus problématiques soient dénaturés, c'est-à-dire que les logiques ayant contribué à les faire advenir soient vues comme le résultat d'un processus historique relatif, voire arbitraire. Les situations locales « naturelles » sortent par définition du champ de la pratique historique car elles sont pensées comme immuables et hors de portée de l'action. L'expérience négative doit par conséquent être vue comme une réalité sujette à transformation et relevant d'un système de normes porté par des institutions, des modes de vies, des individus ou des groupes sociaux, formé par l'histoire et dont l'existence, sous cette forme, n'est pas ou plus justifiable. Les réalités du monde doivent être perçues, non pas comme immuables mais comme le produit d'une pratique orientée par un point de vue normatif, sinon politique. Dans une certaine mesure, le mouvement vers la revendication retrouve des éléments similaires aux expériences de la négation car il implique une négation de « ce qui est » et une projection dans « ce qui pourrait être ». La revendication comporte ainsi une part d'utopie, un geste contre les réalités telles qu'elles se présentent et une anticipation du possible.

L'élan revendicatif suppose en outre de faire sortir des expériences privées ou des situations singulières et socialement situées de leur univers pour les transformer en registres publics d'une critique susceptible d'être comprise et partagée par des univers sociaux élargis. En d'autres termes, il procède au passage d'un trouble privé à

un enjeu public, d'un malaise ou d'une offense ressentis à une échelle individuelle ou socialement limitée à une préoccupation ou un mécontentement commun se donnant à voir et à entendre au sein d'un espace public. Un tel passage d'une expérience localisée à sa signification publique suppose une montée en généralité, c'est-à-dire aussi l'adoption de registres et de modalités d'interprétation et de formulation des critiques permettant d'opérer une traduction du privé au public, de l'individuel au collectif, du local au global. En accédant au statut de formulation publique, la revendication s'adresse implicitement ou explicitement à des instances considérées comme les lieux d'une potentielle entreprise de transformation capable de remédier à la situation problématique. C'est alors qu'interviennent des institutions, des autorités politiques, des lieux de pouvoir, considérés comme des entités susceptibles de réparer le tort (système de droits, système juridique) ou de transformer les conditions de l'expérience offensante dans un sens favorable. Mais la revendication publique peut également viser des entités « fictives » dotés d'un pouvoir symbolique dans le jeu politique, comme par exemple l'opinion publique, ou encore viser la « transformation des esprits », la prise de conscience, la transformation des modes de vie, l'appel à l'auto-organisation des membres de la « société civile ».

Dans tous les cas, le moment de la revendication va de pair avec la constitution d'un espace de visibilité des causes au sein duquel elles se formulent et sont livrées à des audiences plus larges, mises en communication pour être débattues, reformulées, admises comme valides ou rejetées comme non pertinentes. Sur ce terrain, il est clair que tous les groupes sociaux mobilisés n'opèrent pas à compétences égales et qu'il existe de fortes inégalités dans le pouvoir de définition des problématiques « d'importance », dans l'accès aux ressources symboliques pour les faire advenir publiquement, etc. Ce constat fait intervenir la question du pouvoir symbolique du groupe mobilisé (sa capacité à définir des situations, à construire du sens collectivement partagé, à transformer les catégories collectives), mais aussi celle de son pouvoir communicationnel (sa capacité à trouver des traductions politiques au sein des situations en place) (Bourdieu, 2001). De même, il faut considérer les résistances aux revendications, les rapports de pouvoir matériels et symboliques qui contribuent à les rejeter hors de l'espace de communication à travers différentes modalités de répression symbolique, politique et sociale.

La constitution d'un réseau d'action collective

*« L'AMP représente l'idée tout à fait improbable d'une 'non-organisation' capable d'agir à un niveau global »
(de Marcellus, 2001, p. 105).*

Après avoir mis l'accent sur les processus discursifs de constitution du sens de l'action collective, il convient d'aborder plus directement cette fois-ci la question de l'émergence d'une forme d'action collective qui se déploie à l'échelle mondiale. Comment une telle forme d'action peut-elle émerger ? Comment peut-elle être pensée comme telle à la fois dans les pratiques et les processus de constitution de causes des groupes actifs ? Pour répondre à ces questions, il semble qu'il faille accorder toute son importance aux moments de rencontre concrète, de coordination des acteurs d'une entreprise collective regroupant des acteurs sur les cinq continents. Agir collectivement n'engage pas seulement la constitution de significations communes mais aussi la rencontre en face-à-face, l'entrée en relation, l'apprentissage

mutuel de manières de faire, l'échange de savoir-faire, le partage d'expériences et de pratiques de résistance, la définition collective des modalités de l'agir ensemble, l'élaboration d'un projet collectif traduit dans des convictions et des actes.

La constitution du réseau d'action

Les étapes de la mise en place de l'agir en commun apparaissent comme des moments d'invention de cadres et de schèmes interprétatifs, permettant de renouveler les pratiques sur la base d'un élargissement du répertoire d'identification, d'interprétation et de formulation des problèmes, ce qui est synonyme d'émergence de pratiques et d'expériences politiques inédites. C'est dans ces moments que se joue un jeu subtil entre la mobilisation de catégories disponibles empruntant à des formats connus et le déplacement des schémas établis vers de nouvelles catégories de perception. En ce sens, l'expérience de l'*Action mondiale des peuples* (AMP ou PGA, en anglais, pour *People Global Action*) est particulièrement intéressante. L'AMP est un réseau de différents mouvements de résistance populaire, présent sur les cinq continents et qui a été lancé en 1997 dans la foulée des « Rencontres intergalactiques » appelées par l'*Armée zapatiste de libération nationale* (EZLN). Il a fait son apparition publique lors des premières grandes manifestations contre l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en mai 1998 à Genève. La première « Rencontre intergalactique contre le néolibéralisme et pour l'humanité » a eu lieu dans le sud du Mexique en août 1996 et a rassemblé environ 3'000 personnes venues d'Amérique latine, d'Amérique du nord, d'Asie et d'Europe, qui ont fait le déplacement pour rejoindre la jungle lacandone, au Chiapas. Un des participants à cet événement en fait le compte rendu suivant : « *Cette rencontre a été qualifiée d'«Internationale de l'espoir», un indicateur peut-être du désespoir des anticapitalistes face à l'assaut continu de la restructuration capitaliste. Le ton de la rencontre était en effet plein d'espoir, le rassemblement était une énorme source d'énergie et puissamment provocateur* » (Caffentzis, Neil & Machete, 1996). En fait, cette rencontre semble avoir, aux dires de nombreux témoignages, créé un véritable « déclic » chez les acteurs présents et permis le développement de contacts à l'échelle mondiale. Les groupes européens y ayant participé ont établi des relations durables et partagé leurs expériences, en propulsant un débat sur ce qui se passait à ce moment-là au Mexique et sur les idées zapatistes. Ces derniers appelaient à la solidarité à leur lutte en invitant à « *lutter contre les mécanismes contre lesquels nous luttons, ici au Chiapas, là où vous vivez, dans vos réalités* » (EZLN).

Une seconde « Rencontre intergalactique contre le néolibéralisme et pour l'humanité » a eu lieu cette fois-ci en Espagne, en juillet-août 1997. Elle a rassemblé, comme la précédente, environ 3'000 personnes venues des cinq continents. Alors que la première rencontre avait été véritablement une rencontre vouée à faire entrer en contact des personnes vivant dans des réalités différentes, la seconde se révéla plus offensive et visait clairement à faire un pas en avant vers une coordination collective à l'échelle mondiale. Un participant témoigne d'un des constats des débats, qui portait sur le déficit de coordination entre les différents mouvements : « A la globalisation de la domination mondiale par un groupe de multinationales, ils n'y a que de petites luttes partielles qui y répondent, et elles ne sont pas forcément reliées entre elles. Il s'agit de reprendre l'idée d'autogestion au niveau local, mais il est nécessaire qu'un effort d'organisation globale soit fait » (*La lettre libre*, n°11, août 1997, p.2). Cette rencontre fait entrer en contact des réalités extrêmement différentes et permet de témoigner de pratiques de résistances souvent fortes mais invisibles aux yeux des acteurs extérieurs. Les personnes prennent alors connaissance de mondes invisibles et découvrent un univers nouveau.

« La deuxième rencontre zapatiste intercontinentale en Espagne, en été 1997, a été un moment très important et très riche en échanges. Beaucoup des groupes qui ont par la suite lancé l'AMP y ont participé et se sont connus à cette rencontre. Les Anglais de *Reclaim the Streets*, qui n'avaient auparavant aucun lien avec le continent, avaient monté un truc incroyable en Angleterre, sur les débris du mouvement social pré-thatchérien et avec le nouveau mouvement écologiste anglais. Et puis il y avait également *Ya Basta* d'Italie, des groupes d'Espagne, des Etats-Unis, sans parler bien sûr des représentants du Sud : mouvement paysan KRRS d'Inde, d'Indonésie, mouvement des Sans-terre du Brésil, syndicats sandinistes du Nicaragua, mouvements indigènes du Nigeria, d'Amérique Latine, KMP des Philippines, etc. ». (Olivier de Marcellus, membre de l'APCM, groupe genevois de l'AMP).

A l'issue de cette rencontre se tient une discussion (réunissant une quarantaine de personnes d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique) sur la mise en place d'un réseau d'action global capable de coordonner des actions mondiales décentralisées contre le libre-échange et d'« *utiliser l'action directe et la désobéissance civile pour s'opposer à la tenue des sommets et mettre en cause l'existence même de l'OMC* ». Le réseau est constitué en février 1998 lors de la conférence fondatrice de l'AMP, qui rassemble des délégués de 71 pays et des mouvements de base les plus divers.

« Enseignants en grève de la faim contre les privatisations en Argentine, femmes s'organisant contre les conditions de quasi-esclavage dans les *maquiladoras* du Mexique, Salvador, Nicaragua et Bangladesh ; militantes des droits des femmes ; paysans luttant contre la globalisation en Inde, Philippines, Brésil, Estonie, Norvège, Honduras, France, Spain, Suisse, Bangladesh, Sénégal, Mozambique, Togo, Pérou, Bolivie, Colombie et bien d'autres pays ; Ogoni, Maori, Maya, Aymara, U'wa et autres peuples indigènes luttant pour leur droits culturels et leur survie physique ; étudiant·es luttant contre le nucléaire ou la répression des travailleurs grévistes en Ukraine et en Corée du Sud ; travailleurs de la poste du Canada luttant contre la privatisation ; militant·es contre le "non-libre-échange" aux Etats-Unis, écologistes, chômeurs, anti-racistes, militant·es pour la paix, activistes des droits des animaux... Une telle rencontre planétaire de femmes et d'hommes issus de mouvements de base était une expérience extraordinaire, apportant de nouvelles visions, un espoir et une détermination à nous tous ». (Document interne de l'AMP, convocation à la conférence de Bangalore, 1999).

La constitution d'une interprétation commune et l'élaboration de la critique

A ce stade de la mise en collectif, les personnes et les groupes qui y participent sont inscrits dans des univers d'existence géographiquement éloignés et, s'ils ont en commun le sens d'une « situation problématique », ils ne disposent pas encore d'un système d'interprétation relativement unifié et stabilisé. C'est dans la création d'un espace de communication et permettant l'expression de préoccupations et d'exposition d'interprétations locales des problèmes identifiés que s'opère l'élaboration progressive de schèmes d'interprétation communs. Ce processus emprunte à des cadres d'interprétation disponibles : les groupes qui participent ont en commun la recherche d'une forme d'action surpassant leurs réalités locales et le cadrage des problèmes - permettant d'identifier les mécanismes en cours, ses causes, etc. - s'opère en bonne partie sur la base de catégories existantes, inscrites dans un espace de pratiques politiques tournées vers l'« international », c'est-à-dire situant d'emblée les « problèmes » dans les mécanismes supranationaux du capitalisme. « *Pour beaucoup des membres du réseau du Nord, ce mouvement ouvrait de nouvelles voies dans une pratique « internationaliste » qui était la nôtre depuis des années déjà. La solidarité*

avec le Pérou, le Chili, le Nicaragua, le Salvador, etc., a constitué une des bases de notre engagement depuis des années. Etre internationaliste est pour nous une évidence ». (Olivier de Marcellus, membre de l'APCM).

Mais ceci n'est pas tout puisque la constitution du groupe fait entrer en relation des personnes issues d'univers d'expérience fortement différenciés et a abouti à la création de schèmes interprétatifs et de registres revendicatifs. La volonté d'agir en commun suppose, même si cela ne correspond à aucune stratégie préalable, la constitution d'un univers de référence partagé offrant un arrière-plan à des pratiques de résistance et de revendication. Cette nécessité fait apparaître un cadre d'identification des problèmes et de définition des cibles de la critique, plaçant l'enjeu à un niveau global. Un document qui rend compte de la rencontre d'août 1996 fait ainsi remarquer : « *Notre volonté de continuer à développer la solidarité avec les insurgés de l'EZLN est intacte, et quelle que soit la spécificité de chacune des luttes locales, nous avons tous un même ennemi : le néolibéralisme. Le réseau continue à se développer et il est réellement mondial dans le sens où il y avait des délégués de tous les continents* » (*La lettre libre*, n°11, août 1997, p.4). L'établissement d'un tel cadre permet de repérer une cible commune attaquable dans un espace indéfini, de part et d'autre du globe, et donc d'agir à un niveau global - ce qui suppose implicitement une définition de l'espace dans lequel doit se développer l'action collective.

« À El Indiano, lors de la Rencontre intergalactique en Espagne de 1997 appelée par les Zapatistes, un sujet avait traversé les discussions des différents ateliers : celui des organisations qui décident dans ce monde, soit-disant en représentation légitime. Une de ces organisations qui revenait dans tous les débats était l'OMC. Les mouvements qui participaient à cette rencontre, comme par exemple le mouvement du Karnataka en Inde, ont amené ce débat et fait part de leurs inquiétudes. Les mouvements paysans, notamment ceux qui participaient à Via Campesina, le MST, ont amené une discussion très riche par rapport à l'OMC. Ça n'a pas été choisi sur un coup de tête ! C'est la réalité qui parlait et faisait dire : « bon, dans notre vécu, une des organisations à la base de beaucoup de problèmes c'est l'OMC ! ». L'OMC cristallise en fait beaucoup de choses que nous ne voulons pas accepter, une forme de décision, etc. Il ne faut pas oublier que depuis la réunion à Marrakech, l'OMC a été complètement détournée de ses objectifs initiaux, qui étaient quand même la résolution du problème agricole : comment développer une agriculture avec moins de coûts, comment faire en sorte que les pays agricoles puissent avoir un marché plus équitable. Mais ces réponses ne sont pas venues, c'est même des solutions complètement inverses qui ont été imposées. Pendre cette organisation comme cible semblait alors évident.

(...) Pour les gens du monde paysan, les politiques de l'OMC ne constituaient d'ailleurs pas quelque chose de fondamentalement nouveau. Ces gens-là avaient vécu les conséquences de la révolution verte, qui a été appliquée dès la fin des années 60 jusque vers le début des années 80. Ce vécu leur permettait de dire « alerte ! réfléchissez ! ». L'OMC cristallisait les conséquences de toute une politique agricole mise sur pieds dès les années de la Révolution verte. (...) Les mouvements paysans ne sont toutefois pas venus en disant : « c'est l'OMC qui est à la base de tous nos problèmes ». Ils ont amené un thème qui a été débattu et qui a ensuite été discuté beaucoup plus largement. Nous avons pu établir si effectivement cette inquiétude-là était partagée et si nous devons continuer dans cette direction. Un groupe de travail a été mis sur pieds, qui devait se donner les moyens de convoquer une rencontre plus large permettant de débattre de ce thème, parmi d'autres thèmes. C'est ce qui a abouti à la première rencontre de l'*Action mondiale des peuples*, en février 1998 à Genève.

(...) On a discuté le calendrier des rencontres de tous ces « maîtres du monde », y compris de l'OMC. Le calendrier nous a ramené à la rencontre la plus importante dans cet espace-là, celle de l'OMC pour les 50 ans des accords du GATT. Il y a eu une discussion pour savoir si une manifestation devait avoir lieu et il a été décidé que oui. On a alors discuté du comment. C'est comme ça qu'on arrive à cette grande manifestation de mai 1998 à Genève, contre l'OMC ». (Ynés, membre de l'APCM et du Collectif Viva Zapata de Genève).

Le réseau de l'AMP est une convergence internationale de groupes sociaux et de personnes vivant dans des réalités différentes mais qui se retrouvent autour de pratiques, d'interprétations et de revendications communes. C'est, pour reprendre les termes d'un de ses membres, « *une sorte de rencontre entre le communisme primitif des peuples indigènes et des communautés noires, les traditions communautaires des mouvements paysans, le marxisme autonome et antiautoritaire, la tradition gandhienne et un anarchisme urbain d'Amérique du Nord et d'Europe. L'AMP est avant tout un effort de coordination de tout cela au niveau international sans passer ni par des partis ni par une représentation nationale* ». Les constats, analyses, identification de problèmes, amenés par les différentes composantes entrent dans un espace de débat, sont discutés et donnent lieu à l'élaboration d'un cadre collectif d'intervention politique. Les critiques élevées contre les mécanismes du libre-échange au niveau planétaire ou contre l'emprise croissante des règles du capitalisme ne sont pas uniquement d'ordre « théorique » car elles sont ancrées dans des pratiques quotidiennes et des formes de vie, directement menacées par ces processus. L'opposition à ces mécanismes n'est pas d'un ordre strictement discursif car elle signifie simultanément la défense d'une forme d'existence soumise à la violence de processus destructifs. Dans une étude sur les émeutes paysannes au XVIII^e siècle, Edward P. Thompson montrait que les résistances paysannes prenaient leur source dans la défense d'une « économie morale », inscrite en opposition aux activités marchandes portées par le modèle du libre-échange qui s'installait alors comme doctrine politique et économique. Ces mouvements populaires reconnaissaient comme illégitimes les pratiques du marché en s'appuyant sur un ensemble de règles morales et sur une conception traditionnelle des obligations et des fonctions économiques propres aux différentes composantes de la communauté. Cette manière de voir constituait « l'économie morale du pauvre » dont les remises en cause systématiques par l'imposition des règles du « libre-marché » aboutissaient bien souvent à l'entrée en action de populations directement touchées qui provoquaient alors des émeutes de grande ampleur (Thompson, 1988 :34). De même, au sein de l'AMP, les mouvements paysans, qui en représentent une composante majeure, élèvent une critique de l'imposition des mécanismes du libre-échange en y opposant leurs propres définitions des règles censées encadrer les rapports d'échange économique. Ceci implique non seulement une conception autre de l'échange économique mais aussi une définition de l'environnement naturel, du rapport souhaitable entre les personnes, du rapport des personnes à leur communauté, etc.

S'ils sont inscrits dans des mondes d'expérience quotidienne et servent à orienter des pratiques, les schèmes d'interprétation et les catégories de revendication visant à la transformation de processus en cours ne sauraient pour autant être vus comme des éléments dotés d'une stabilité absolue. Une action collective change de forme au fur et à mesure des débats internes sur les interprétations de la situation, les revendications, les actions à mener, les objectifs à définir, les cibles à prendre, etc. Ce sont les pratiques communicationnelles qui en dessinent la configuration et, dans ce sens, elle se redéfinit en permanence par des exigences nouvelles. Le processus de constitution d'une cause tend à agréger et faire entrer dans l'action collective des acteurs jusque-là en dehors et cette connexion d'acteurs aux compétences diverses contribue à une constante

redéfinition de la dynamique (Trom & Zimmerman, 2001:298). Le processus d'extension de l'action collective implique la création d'une arène publique au sein de laquelle les acteurs, les « composantes », les différents groupes débattent, établissent des accords, entrent en désaccord, etc. Les thématiques traitées et les revendications se redéfinissent au gré des débats et de la confrontation à de nouveaux acteurs ou à de nouvelles situations « problématiques ». Ainsi, au sein de l'AMP, on assiste à de légères transformations dans la « trajectoire » revendicative. Les principes de base de l'AMP ont été revus et reformulés lors de la seconde conférence globale de l'AMP à Bangalore en août 1999 et, au lieu de s'en prendre principalement à l'OMC, ils questionnent dès maintenant les processus liés au système capitaliste. « *Le réseau doit, dans le futur, travailler comme un outil de communication et de coordination pour toutes les luttes contre le régime capitaliste global, et pas seulement contre les institutions et les accords qui les régulent* ». (Document interne de l'AMP).

La coordination de l'action et la transmission de savoir-faire

Un des problèmes centraux de l'action collective est non seulement de parvenir à constituer une cause commune mais aussi de parvenir à mener des actions concertées. La coordination de l'action passe, avant toute chose, par des pratiques communicationnelles au cours desquelles les acteurs échangent des points de vue et élaborent un programme d'action. Ceci s'opère par la rencontre physique dans des espaces où les personnes se rencontrent et interagissent en face-à-face mais aussi par des moyens de communication à distance - facteur essentiel pour un mouvement qui se coordonne au niveau planétaire. Tous les acteurs ne savent pas toujours qui fait quoi dans le déroulement de l'action collective mais il est cependant essentiel qu'ils parviennent à s'orienter dans l'action et qu'ils soient, même partiellement, localement conscients de la signification commune pour qu'une convergence collective soit assurée. Les actions mondiales décentralisées menées par les différentes composantes du réseau de l'AMP devaient à la fois signifier le caractère global des problèmes identifiés, manifester une opposition à des institutions qui situent leur intervention à ce niveau mondial (OMC, FMI, Banque mondiale, G8, etc.) et surtout, dans cet exercice, parvenir à coordonner une action simultanée à l'échelle planétaire.

« La formule des actions décentralisées prend en compte le fait que nous n'avons pas tous les moyens de venir sur les lieux où se passent les réunions. La rencontre de ces chefs d'Etat pour l'OMC avait lieu à Genève, mais les décisions qu'ils prennent s'appliquent dans un espace très large, sur tous les continents. Pas besoin de venir à Genève pour savoir ce qu'est l'OMC. Ces actions devaient avoir lieu de manière la plus décentralisée possible. La légitimité de la grande manifestation de Genève passait aussi par la diversité de manifestation dans les autres lieux du monde. Avec cette manifestation, on interpellait les chefs d'Etat qui avaient adopté une manière de se réunir et de se représenter. Mais c'est possible de les interpeller depuis une campagne perdue, en Inde, au Brésil, au Mexique. Parce que je subis les conséquences des décisions prises dans ces sommets. On a donc beaucoup insisté là-dessus et ça a été une grande réussite parce qu'en 1998, il n'y a pas eu que la manifestation à Genève et qu'après cela, les actions décentralisées se sont multipliées ». (Ynés, membre de l'APCM et du Collectif Viva Zapata de Genève).

« La pratique des journées mondiales d'actions décentralisées dans différents pays, dès 1998, a permis que les gens se rencontrent et connaissent le projet politique - et qu'ils prennent l'habitude de se coordonner à une échelle planétaire. Les groupes qui ont organisé des manifestations décentralisées à Prague, Barcelone, sur la côte ouest des Etats-Unis, à Québec ou Melbourne, posaient déjà, sans le savoir, les bases pour bloquer les sommets qui allaient par

la suite venir de leur côté. (...) Cette dynamique a joué dans la mise sur pieds du *Direct Action Network*, la coordination qui a bloqué le sommet à Seattle, qui a repris explicitement les principes de l'AMP. Ils ont aussi fait venir des Anglais de *Reclaim the Streets* à l'*Action Camp* qui préparait Seattle et ont accueilli les caravanes de l'AMP qui avaient auparavant traversé l'Amérique du Nord. (...) Nous mettons surtout l'accent sur les actions décentralisées plutôt que sur la mobilisation centrale sur le lieu du sommet, pour mettre en valeur que l'essentiel de la résistance au capital est fait de ces énormes mouvements populaires, généralement au Sud. (...) L'idée d'actions décentralisées simultanées a surtout permis que des petits groupes se lancent un peu partout et proposent des initiatives inattendues et originales. (...) Les actions décentralisées ont préparé et rendu possible ces actions centrales très fortes. Aujourd'hui, personne ne remarque le rôle qu'a joué l'action décentralisée et les médias se focalisent presque uniquement sur les grandes manifestations et les organisations centralisées ». (Olivier de Marcellus, membre de l'APCM).

Les modalités de l'action, là encore, ne sont jamais inventées de toute pièce, elles empruntent à des grammaires politiques ou des « répertoires d'action » institués. Charles Tilly a montré qu'il existe des formes d'action protestataire (manifestations, réunions, sit-in, défilés, pétitions, grève, etc.) inscrites dans un répertoire moderne de la protestation qui n'est pas illimité et qui fournit des catégories qui rendent certains actes d'emblée identifiables au sein d'un univers de référence partagé (Tilly, 1986). Une action n'est publiquement reconnue comme « politique » que si elle actualise les formes d'expression propres à ces grammaires politiques partagées. Un acte politique suppose donc le déploiement de la mise en forme caractérisée par l'actualisation d'une grammaire politique disponible ; mais les différentes formes d'expression propres à ces grammaires ne sont pas pour autant figées car elles peuvent s'élargir au contact de nouveaux univers de pratiques. C'est ce que suggère l'histoire de l'AMP, dans sa capacité à faire converger dans un cadre d'action commun des mouvements, des expériences de résistance et des pratiques politiques géographiquement et parfois socialement éloignées les unes des autres. La mise en réseau des acteurs permet le partage de savoir-faire et un indéniable élargissement du répertoire d'action, par l'apprentissage mutuel de manières de faire, de techniques de lutte, etc., ce qui contribue à une extension du champ grammatical disponible pour l'action.

« L'AMP a joué et joue un rôle de transmission d'idées et de pratiques. Les mouvements indiens ont par exemple inspiré les manifestations européennes avec leurs pratiques d'action directe non-violente. Inspiré par le succès spectaculaire du blocage de la City de Londres en juin 99, le *Direct Action Network* (DAN) des Etats-Unis l'a appliqué avec le succès que l'on sait à Seattle. Du coup, les membres de *Ya Basta* de Milan ont repris l'idée, mais comme ils n'aiment pas trop s'exposer sans autre aux coups de la police ils ont inventé les costumes protecteurs spectaculaires des « tutti bianchi » et la technique de la barrière humaine mobile, offensive mais non-violente, qui a un temps complètement déconcerté la police. Après Prague, des groupes les ont imité dans divers pays ». (...) Bref, les idées circulent, avec finalement peu de mémoire d'où viennent véritablement les choses : les pratiques rebondissent sans savoir d'où ça vient ni où cela va aller. L'idée de porter des masques à gaz est également revenue de Seattle. Avant, c'était inimaginable en Europe. Depuis Seattle, Prague et Gênes, on a d'ailleurs la situation assez marrante suivant laquelle certains mouvements du Sud s'inspirent de ce qui se fait dans les pays du Nord alors qu'au départ c'était plutôt l'inverse ! ». (Olivier de Marcellus, membre de l'APCM).

La définition des modalités de l'agir en commun

La constitution d'une cause commune, qui plus est « globale », suppose un long travail collectif de mise en lien et de construction de référents partagés. Mais il suppose également que les acteurs mobilisés soient en mesure de produire une auto-définition du collectif et de ses manières de se coordonner. Or, une telle auto-définition ne va pas de soi puisqu'elle implique de choisir plus ou moins explicitement parmi une grammaire, non illimitée, de formes organisationnelles possibles (centralisée/décentralisée, bureaucratisée/spontanée, organisation/réseau, hiérarchisé/démocratique, etc.) celles qui sont considérées comme « souhaitables » par les participants à l'action. Ceux-ci se mettent un moment donné d'accord, même implicitement, sur ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas en termes d'organisation, en bref, ils définissent les modalités de l'agir ensemble. Dans l'AMP, c'est le principe de la « forme réseau » qui a été collectivement choisie et qui figure explicitement dans les principes organisationnels.

« L'idée de réseau vient de la proposition de rencontre à El Indiano. Mais, évidemment, elle existait déjà bien avant les Zapatistes, comme en témoigne par exemple le mouvement des femmes ! Mais il y avait aussi quelque chose de nouveau dans cette idée de réseau. Ce n'était pas vu comme quelqu'un qui vient amener un message tout fait, élaboré, et qui devait être accepté tel quel mais comme une invitation à construire, à long terme, dans le respect de la diversité. C'est là sa richesse. C'est une invitation à se confronter aux idées de l'autre sans chercher à imposer son point de vue mais en écoutant ce qu'il a à dire. C'est une démarche complètement contraire. (...) Le réseau est basé sur le respect de la diversité, sur l'idée de faire participer de manière équitable, par mouvement et par continent, de ne pas privilégier les mouvements paysans, ceux qui amènent la problématique indigène ou celle de la terre... mais qu'il y ait une représentation diversifiée des réalités vécues, et que la question genre ne soit pas laissée de côté. Le patriarcat doit être abordé comme une question aussi fondamentale que celle de terre. (...) L'idée de mettre en pratique le réseau vient du fait qu'après une première rencontre en 1996 et après deux années de solidarité avec les Zapatistes, nous avons pu comprendre, qu'il y avait plus des gens qu'on imaginait qui se retrouvaient dans les mêmes idées. Alors, pourquoi ne pas créer des liens à travers des moyens de communication en se disant: je vis dans ce monde et je ne suis pas d'accord, j'en veux un autre et je vais me donner les forces qui permettront de créer un autre monde, en théorie et en pratique. C'est de là que vient le questionnement du fait d'être zapatiste, qui n'est pas seulement être au Chiapas. C'est autre chose, c'est une pratique, qui amène un questionnement constant sur tes choix de vie, à tous les moments ». (Ynés, membre de l'APCM et du Collectif Viva Zapata de Genève).

Le réseau est d'ailleurs défini dans ses structures les plus minimales possibles, pensé comme un instrument de coordination plutôt que comme une organisation hiérarchisée.

« L'AMP n'a pas de membres et elle n'a pas et ne veut pas avoir de personnalité juridique. Aucune organisation ou personne ne représente l'AMP pas plus que l'AMP ne représente une organisation ou une personne. L'AMP entend simplement faciliter la coordination et l'information à l'aide de conférences et de moyens d'information. (...) L'AMP est un instrument de coordination et non pas une organisation. Ses objectifs inspirent le plus grand nombre possible de personnes et d'organisations à agir contre le 'libre'-échange à travers la désobéissance civile non-violente et des actions constructives tournées vers les gens, offrant un instrument de coordination et de support mutuel au niveau

planétaire pour ceux qui combattent le 'libre'-échange et pour donner une plus grande projection internationale aux luttes contre le 'libre'-échange et l'OMC » (de Marcellus, 2001:107-108).

Conclusion

Le processus de constitution d'une cause politique, impliquent donc une série d'opérations sémantiques et pratiques, de modes de constitution d'une signification commune et d'un cadre d'interprétation partagé. L'apparition d'une action collective au niveau mondial a supposé la mise en place d'un travail organisationnel et de formes de coordination qui n'existaient pas auparavant, du moins pas sous cette forme ; elles ont dû être inventées collectivement. La nécessité de se coordonner au niveau mondial face à un « adversaire » identifié comme agissant à la fois localement et globalement a supposé la mobilisation de répertoires d'action et de protestation jusque là inconnus. La mise en réseau de mouvements parfois très différents a donné lieu à des échanges de pratiques et de référents politiques et à l'invention de formes politiques hybrides ; elle a permis d'opérer le passage d'expériences négatives localement situées à une revendication « globale » coordonnant des actions dans des lieux géographiquement éloignés. Ce sont là les ingrédients de ce qui est devenu progressivement un mouvement « global » contestant la mondialisation dans ses dimensions économiques et politiques, les premiers pas d'une histoire qui continue de se faire.

Bibliographie

- ADORNO, Theodor W., *Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978.
- BARRIL, Claudia, CARREL, Marion, GUERRERO, Juan-Carlos & MARQUEZ, Alicia (sous la dir.), *Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- BUCKLEY, Coaf, « Neoliberal governance and social resistance », in *The Commoner*, n°6, July 2003, online : www.thecommoner.uk.
- CAFFENTZIS, George, NEILL, Monty & MACHETE, Johnny, « Toward" the New Commons: Working_____Class Strategies and the Zapatistas », www.geocities.com/CapitolHill/3843/nmgcjm.html.
- CECEÑA, Ana Esther, "Movimiento mundial de rebeldías. El encuentro de rebeldías", <http://www.redcelsofurtado.edu.mx>.
- CEFAÏ, Daniel, « La construction des problèmes publics », in *Réseaux*, n°75, 1996, pp. 45-60.
- CEFAÏ, Daniel, « Making sense of politics in public spaces : phenomenology of political experiences and activities », in L. Embree (sous la dir. de), *Schutzian Social Science*, La Haye, Kluwer Editions, 1998.
- CEFAÏ, Daniel & TROM, Danny, « Le legs de l'Ecole de Chicago à la théorie de l'action collective. Entretien avec David Snow », in *Politix*, vol. 13, n°50, 2000, pp. 151-162.
- CEFAÏ, Daniel & TROM, Danny, (ed.), *Les formes de l'action collective : mobilisation dans des arènes publiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, coll. Raisons Pratiques, n°12, 2001.
- DE MARCELLUS, Olivier, « People Global Action : Dreaming up an Old Ghost », in *Auroras of the Zapatistas. Local and Global struggles of the Fourth World War*, Midnight Notes-Automedia, 2001, pp.

- GOFFMAN, Erwing, *Les cadres de l'expérience*, trad. I. Joseph avec M. Dartevelle et P. Joseph, Paris, Editions de Minuit, 1991 (1974).
- GUSFIELD, Joseph R., *Contested Meanings*, University Of Wisconsin Press, 1996.
- HILGARTNER, S./BOSK, Ch. L. « The rise and fall of social problems », in *American Journal of Sociology*, Vol. 94, n°1, 1988, pp. 53-78.
- HONNETH, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, trad. française par Pierre Rusch, Paris, Editions du Cerf, 2000 (1992).
- JASPER, James M., *The Art of Moral Protest: Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago: University of Chicago Press, 1997.
- JASPER, James M., « L'art de la protestation collective », in CEFAI, Daniel & TROM, Danny, (ed.), *Les formes de l'action collective*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2001, pp. 135-159.
- NEVEU, Erik, *Sociologie de mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.
- NEVEU, Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », in *Réseaux*, n°98, 17-85.
- O'BRIEN, Robert et alii. *Contesting Global Governance. Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- QUÉRÉ, Louis, « Un événement indécidable », in *Espace temps*, n°64-65, 1997, pp. 4-15.
- QUÉRÉ, Louis, « L'individuation des événements dans le cadre de l'expérience publique », in S. Ostrowestsky (sous la dir.), *Processus du sens*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.
- SCHÜTZ, Alfred, *On phenomenology and social relations. Selected Writings*, Edited by Helmut R. Wagner, The University of Chicago Press, 1970.
- TARROW, Sydney, « La contestation transnationale », in *Culture et conflits*, n°38-39, pp. 187-223.
- THOMPSON, Edward P., *La guerre du blé au XVIIIe siècle : la critique populaire contre le libéralisme économique au XVIIIe siècle*, (études rassemblées par Florence Gauthier et Guy-Robert Ikni), Paris, Ed. de la Passion, 1988.
- THOMPSON, Edward P., *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard, 1988, (1963).
- TILLY, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
- TROM, Danny, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs: origines et actualité d'une perspective » in Cefai, D. & Trom, D., (eds.), *Les formes de l'action collective*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2001, pp. 99-134.
- VOIROL, Olivier, « L'espace public et les luttes pour la reconnaissance », in BARRIL, Claudia et alii., *Le public en action*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 117-138.
- VOIROL, Olivier, « Un réseau mondial des mouvements. L'Action mondiale des peuples. Entretien avec Olivier de Marcellus », in *Flagrant délit*, n°14, 2003, pp.